



Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action au CTSD du Var du 1^{er} septembre 2023

En préambule, la Cgt éduc'action 83 tenait à dire qu'elle soutient toutes les demandes d'ouverture de classe à la rentrée même si l'on peut regretter que ces ouvertures n'aient pas été décidées plus tôt, ce qui aurait permis de ne pas devoir le faire en urgence et permis aux équipes d'envisager plus sereinement la rentrée scolaire.

En avril dernier, le gouvernement annonçait la suppression d'environ 1500 postes d'enseignants car il y a de moins en moins d'élèves en France. En effet, nous allons perdre 500 000 élèves entre 2022 et 2027. Un chiffre qui s'explique par la baisse de la démographie. Or, il n'y a pas que les élèves qui manquent à l'appel. Lors de sa conférence de presse, et à une semaine de la rentrée scolaire le ministre de l'Éducation Nationale a lui-même reconnu la pénurie de professeurs constatée au sein des établissements français. Selon lui, malgré la crise de vocation qui traverse la profession, la rentrée 2023-2024 s'annonce *"dans de meilleures conditions que l'année dernière"*. A la CTG Educ'Action, on aimerait avoir le même optimisme que notre nouveau ministre car plus de 3100 postes n'ont pourtant pas été pourvus cette année aux concours enseignants !!! Mais G. Attal se réjouit du fait que pour les postes non pourvus, *"les académies ont plus encore que les années précédentes anticipé [les recrutements](#)"* de contractuels, avec des viviers de candidats *"dès le printemps"*. Et puis qui sait ? Le Pacte résoudra peut-être tout !!!

Emmanuel Macron n'a pas profité de ses vacances pour faire son introspection et changer de méthode. Globalement, il poursuit son virage à droite toute, en annonçant vouloir « reciviliser » les quartiers populaires et en plaçant, de façon inquiétante, l'ordre comme but ultime de son projet politique.

Sa volonté de stigmatiser et punir les élèves en difficultés scolaires, en les privant de deux semaines de vacances dont pourront profiter les « bons » élèves, est scandaleuse et vise, une nouvelle fois, les milieux populaires, la difficulté scolaire étant étroitement liée à la difficulté sociale. Qui plus est, si cette mesure devait être obligatoire pour ces élèves, cela reviendrait à déroger au principe d'Égalité. Surtout, ce ne sont pas deux semaines de cours supplémentaires, pour une partie des élèves, qui vont permettre de résorber les inégalités scolaires, dans le cadre d'un système intrinsèquement inégalitaire et sous doté, système dont, par ailleurs, les cinq années Blanquer/Macron ont encore accentué les problèmes.

Emmanuel Macron a également annoncé le report des épreuves de spécialités plus tard dans l'année scolaire, ce qui va dans le sens des revendications de la CGT Éduc'Action. Or, ces annonces sont dévoilées quelques heures après la première rencontre entre la CGT et Gabriel Attal. Nous prenons acte de la prise en compte, après quatre ans d'alertes de la part des organisations syndicales, du fait que le calendrier du Bac Blanquer était intenable. Maintenant c'est l'ensemble de la réforme et Parcoursup qu'il faut abroger.

Le reste des annonces cumule éléments recyclés des six dernières années et approximations volontaires sur le chiffrage des absences de courte et longue durée des enseignants, absences que le Pacte serait censé endiguer. Que dire également des annonces de revalorisation en trompe l'œil, très éloignées de la promesse d'augmentation de 10% ?

Par ailleurs, G. Attal a annoncé l'interdiction des abayas en guise de clin d'œil à la frange réactionnaire de l'électorat du Président. Il ne faudrait pas tomber dans le piège : il s'agit surtout d'un effet de com'. Sujet numéro 1 de tous les médias, cette petite annonce focalise l'attention et permet de masquer tous les dysfonctionnements de notre système éducatif en cette rentrée 2023. Et surtout, on ne peut que déplorer le fait qu'une fois de plus, c'est le corps des filles et leur tenue qui sont stigmatisés par le pouvoir politique. Plutôt que cette annonce dont la légalité pose question, c'est de calme, de soutien, de nuance et de moyens dont les personnels ont besoin pour faire face aux difficultés.

Comme depuis des années et encore plus en cette rentrée scolaire, le CGT Éduc'Action continuera de lutter pour l'avènement d'une École démocratique et émancipatrice au service des élèves les plus fragiles et contre les attaques incessantes de ce gouvernement envers la jeunesse, les personnels de l'Éducation nationale et l'ensemble des travailleurs et travailleuses.